

Union Internationale d'Éducation Physique et Sportive du Travail

Secrétaire — JULES DEVLIEGER, FLÉRON (Belgique) — Secretär

PROCÈS-VERBAL

DE LA

Conférence de Francfort

AVRIL 1924

Traduit de la sténographie allemande



C80-1313

Séance du Bureau International

Francfort s/M., jeudi 24 avril 1924, à partir de 3 heures

Sont présents les membres du B. I. :
Bridoux et Devlieger, Belgique ;
Gellert et Wildung, Allemagne ;
Guillevic, France ;
Silaba, Tchéco-Slovaquie.

BRIDOUX salue cordialement les membres du B. I. Il espère que cette conférence sera imprégnée d'un sentiment bien fraternel afin qu'elle puisse fournir un travail solide, que la vie de notre Internationale de Lucerne se fasse voir aux yeux du monde entier et que notre Olympiade gagne, par nos délibérations, un fondement qui garantit sa réussite et un succès dépassant la concurrence.

DEVLIEGER donne, dans un style concis, le rapport des travaux du B. I. à partir du 31 juillet 1922 jusqu'au 31 mars 1924. Le secrétariat a eu une correspondance régulière avec toutes les fédérations adhérentes ; les nombreuses circulaires prouvent suffisamment combien de tâches ont été accomplies et combien de problèmes s'approchent maintenant de leur solution.

14 nations répondaient régulièrement. En outre, les circulaires et d'autres documents importants étaient transmis aux partis socialistes des pays scandinaves, des Etats-Unis, de la Hollande, de la Roumanie, etc. Par cette propagande, nous nous sommes fait un ami du Luxembourg et de la Turquie, pays qui désirent l'entrée dans notre Internationale. Il est regrettable que d'autres pays n'aient pas bougé.

Le secrétaire demande une critique franche de la part des membres du B. I. ; il remercie, de son côté, tous les camarades qui l'ont aidé de leurs conseils et de leurs impulsions. D'autre part, il ne veut pas passer sous silence que plusieurs pays ont été indifférents et négligents quant à leurs réponses et qu'ils n'ont fait preuve d'aucune initiative. Un remerciement spécial est dû à la Centrale allemande qui a bien travaillé et qui a déjà commencé la préparation de notre Olympiade.

Aujourd'hui, il faudra se préoccuper surtout des relations entre l'Alsace-Lorraine et la France, ainsi que de la situation en Autriche, et de notre attitude envers les partis politiques.

Il est hors de doute que notre base inébranlable reste la thèse de Lucerne : indépendance des partis politiques, mais confession ferme du socialisme. Si nous réalisons le programme de Lucerne fraternellement et de bon cœur, nous pouvons espérer faire des progrès et réunir enfin tous les gymnastes et sportsmen prolétariens pour leur donner une éducation physique sans reproche et pour les faire participer à nos fêtes.

GUILLEVIC désire que le rapport de la conférence de Leipzig de 1922 soit enfin imprimé. En France on en a besoin pour éclairer certaines ques-

tions et pour avoir une arme solide contre les adversaires qui emploient des falsifications. De plus, Guillevic attend une discussion du fait que des membres Suisses de notre Fédération ont pris part à un match avec des adhérents de l'Internationale Rouge en France.

DEVLIEGER explique que le procès-verbal de Leipzig n'a pu paraître à cause de la dépréciation de l'argent allemand ; mais le manuscrit est prêt.

WILDUNG appuie cette constatation. Même une traduction en français est prête. Il est préférable aujourd'hui de le faire imprimer en Belgique ou en France. Chez les Allemands des fautes typographiques sont inévitables, et l'imprimerie, en Allemagne, est actuellement plus chère qu'ailleurs.

Si des groupes de notre Internationale ont coopéré avec des groupes de l'I. S. R., Wildung n'y voit pas d'inconvénient ; nos principes disent : défense de coopération avec des bourgeois ! En Allemagne on a eu aussi des matches avec les « Rouges », nos thèses ne le défendent pas.

Wildung est reconnaissant du travail assidu et plein de sacrifices du secrétaire. Hélas, il n'a pas toujours réussi. Ce qu'il faut c'est surtout un lien solide avec les Scandinaves ; l'Allemagne peut servir d'intermédiaire. Si les Scandinaves, avec leurs systèmes spéciaux, n'étaient pas présents à l'Olympiade, une contribution valable lui manquerait. En Hollande, nous pouvons pénétrer sans des difficultés trop grandes, si nous nous adressons aux organisations de jeunesse. Il faut de la promptitude et de l'énergie. D'ailleurs, les Norvégiens, avec 1000 membres, étaient déjà dans nos rangs, pourquoi ont-ils disparu de nos listes ? Est-ce une erreur, ou est-ce la faute de la scission ouvrière en Norvège que cette organisation a déperdi ?

DEVLIEGER explique pourquoi il fut possible que nos camarades Suisses jouèrent avec l'I. S. R. Il admet que les simples circulaires ne suffisent pas à la propagande ; mieux vaut qu'un pays affilié à notre Fédération gagne un pays voisin. Ainsi la Lettonie a déjà des relations promettantes avec l'Esthonie et la Lithuanie. En 1922, 20 Norvégiens prirent part à la fête de Leipzig ; depuis ce temps, leur Fédération n'a donné aucune réponse à nos circulaires, sans doute a-t-elle dû succomber par suite de la scission au sein des partis. Le secrétariat international a déjà demandé aux Finlandais de préparer le terrain pour nous en Scandinavie, en gagnant d'abord des personnages privés. Nous espérons que les Finlandais remporteront bientôt un succès. Il faut une campagne spécialisée. Peut-être des Allemands pourraient-ils aller personnellement au Nord y faire une alliance.

En Hollande, le secrétariat a des relations avec Vliengen, le rédacteur sportif de l'organe socialiste



C80-1313

d'Amsterdam. La tendance y prédomine aussi parmi les jeunes, de ne cultiver que l'intellect, de s'occuper du tourisme, des danses populaires, etc. On trouve là-bas que l'éducation physique n'est pas nécessaire pour l'éducation d'un homme complet et que le sport ne vaut rien pour la classe ouvrière. Celui qui fait de la gymnastique adhère aux associations neutres.

Une situation particulière se dresse en Angleterre. Le secrétaire s'est adressé au Labour Party afin que celui-ci travaille pour notre cause ; il avait l'opinion que, après la victoire des ouvriers aux élections, la situation y serait extrêmement favorable. Dans sa lettre, le secrétaire a mentionné qu'une organisation sportive ouvrière, avec 2000 membres, existe déjà en Angleterre et qu'elle est adhérente à notre Internationale. Ce qui est curieux c'est que le Labour Party, par l'intermédiaire de son secrétaire Gillies, a répondu que cette organisation lui est inconnue. On attend le résultat des explications entre Tom Groom et le Labour Party avec la plus vive impatience. Peut-être l'avènement du Labour Party nous apportera-t-il des succès en Angleterre.

SILABA témoigne sa plus vive satisfaction de l'œuvre de Devlieger. Les Tchèques ont fait la propagande en faveur de notre Internationale, surtout en Serbie et en Yougo-Slavie. Dans ce dernier pays, le nombre des associations sportives ouvrières s'est élevé de 8 à 15 au cours de cette année. Les Tchèques vont bientôt aller à Laibach pour y prendre part à une manifestation sportive ; ils munissent continuellement les camarades de là-bas de tout le matériel nécessaire. Un de leurs moniteurs a tenu récemment un cours de gymnastique en Lettonie ; un Letton viendra bientôt à Prague. Des relations par écrit sont menées avec la Hongrie, la Pologne et la Bulgarie, mais on n'attend pas trop de là-bas.

Au moment où l'œuvre néfaste de la scission, fomentée par l'I. S. R., se réalisait, 750 associations restaient fidèles à notre Internationale. Le nombre s'est élevé à 950 avec 100.000 membres. Cinq revues sportives générales et huit organes de districts prouvent la vie intense qui y règne. Les communistes annonçaient 1200 associations au moment de la scission, dernièrement encore 980 ; mais qui sait, si même ce chiffre est exact, si ces 980 groupes sont vraiment actifs. Ils n'ont que quatre revues qui ne conservent qu'une vie mesquine.

La Tchéco-Slovaquie aura annuellement ses fêtes de districts ; elles attireront peu à peu tous les gymnastes ouvriers. En 1927, le stade de Prague sera fini et alors une Olympiade pourra s'y exécuter.

GUILLEVIC attend que cette conférence crée des règles de conduite fixes envers l'I. S. R., sans cela il y aurait des difficultés insurmontables et un chaos en France. Déjà l'organe des communistes raille la F. S. T. ; il prétend que des membres de notre Fédération viennent de l'étranger pour ne point jouer avec la F. S. T. mais avec l'I. S. R. Celui qui veut

jouer avec les gens de Moscou, doit au moins avoir la permission de la Centrale du pays où le concurrent « rouge » se trouve. Certes, les communistes sont aussi des ouvriers, nos frères ; mais nous ne pouvons et nous ne voulons pas oublier que leurs meneurs sont responsables de la scission et que leur acharnement destructif insensé a causé la faiblesse du prolétariat contre le capitalisme.

En France, des difficultés se font voir qui, sans doute, ne sont pas connues des Allemands. Notre F. S. T. comptait 13,000 membres en juillet 1923 ; avec une majorité de deux voix, la scission fut résolue. Aujourd'hui, l'organisation communiste ne réunit que 2000 membres, mais la situation de notre groupe n'est pas brillante non plus. Ce sont les bourgeois qui ont le plus grand profit de ces excitations continuelles. Si une union avec l'I. S. R. pouvait se faire, les Français la salueraient d'une joie sincère.

GELLERT assure que les Allemands vont rester en contact avec la Pologne (Bielitz et Varsovie). Nous avions aussi une bonne équipe représentative à la fête de Libau. Si nous n'avons pas assez de relations fructueuses avec l'étranger durant ces dernières années, ce fait s'explique et s'excuse suffisamment par notre situation financière assez précaire.

Quant aux concours avec des équipes rouges, l'Allemagne estime que chaque match avec des étrangers a besoin d'un permis de la Centrale ; un jeu à son gré est défendu à chaque association.

Pour la propagande, nous devons utiliser l'espéranto. Des temps passeront encore avant qu'il soit la langue officielle de nos congrès, mais en Allemagne, des gymnastes espérantistes ont déjà commencé à traduire nos termes techniques et des rapports sur notre activité se répandent déjà, dans le monde entier.

Notre conférence doit régler la situation en Autriche. Deux organisations de ce pays ne pourront être admises chez nous. Il est regrettable que le citoyen Handbauer, Vienne, ait joué un tel rôle au dernier congrès de Francfort ; aujourd'hui il est emprisonné. Il est nécessaire que le B. I. ait une discussion préliminaire avec les représentants de l'Autriche actuellement présents à Francfort, afin que les débats de la conférence administrative ne soient pas arrêtés trop longtemps par cette matière.

DEVLIEGER recommande aussi l'emploi de l'espéranto, il est indispensable surtout pour la correspondance avec les petites nations.

RAPPORT DU CAISSIER

BRIDOUX distribue des feuilles contenant l'état des sommes perçues depuis le 31 juillet 1922, l'état des dépenses, l'établissement du budget 1924, etc. A cause de la valeur changeante des monnaies nationales, il y avait assez de travail ces mois-ci, augmenté par le fait que plusieurs fédérations ne payent pas avec la ponctualité nécessaire ou qu'elles ne

payent pas du tout. Aux dépenses de 5389.79 frs belges suffisent les recettes de 7663.28 frs ; ainsi la caisse a en espèces au 31 mars 1924 : 2273.49 frs.

Le budget de 1924 est établi en francs belges et en Dollars.

LES REPRESENTANTS ALLEMANDS protestent qu'on veut obliger l'Allemagne de payer encore 2502 dollars pour 1923. Ils reconnaissent l'obligation que l'Allemagne paie ses dettes, mais suivant la valeur du marc-papier en 1923. Le B. I. est d'accord avec cette proposition, mais il regrette que les recettes attendues (5872 dollars) diminuent de cette façon considérablement. L'Allemagne ne devra pas payer en espèces à la Caisse Centrale ; elle fera face aux dépenses causées par la préparation de l'Olympiade, par les affiches d'abord, et elle mettra en compte les sommes avancées à la Caisse Centrale.

DEVLIEGER désire que les pays représentés demain à Francfort payent leurs dettes autant que possible afin d'éviter la participation aux votes de ceux qui n'ont point accompli leurs devoirs depuis longtemps.

BRIDOUX explique les motifs de sa proposition : la caisse ne peut maintenir la résolution de Lucerne de prendre 0,05 par tête suivant la monnaie de chaque pays. Il faut employer une base fixe. Suivant le budget de 1924, les « riches » d'aujourd'hui payeront un peu plus que les « pauvres » ; mais cet état peut changer bien vite. En tous cas, la solidarité exige que nous ne marchandions pas aujourd'hui d'une manière mesquine.

WILDUNG propose comme base la quatre-centième partie (1/400) du dollar suivant le cours de chaque pays. Dans ce cas, l'Allemagne payerait par tête un pfennig-rente ; pour un million membres, 10.000 marcs-or ; cette somme ne diffère pas trop de celle proposée par Bridoux. Voilà la base fixe de chaque pays et de tout autre compte. Les petits pays doivent payer peut-être une cotisation un peu plus élevée, mais pour eux une cotisation spéciale est plus facile à obtenir que dans l'armée géante des Allemands.

La quote-part doit être versée à la Caisse Centrale jusqu'au 1er juillet de l'année courante.

Wildung propose que l'état du B. I. et celui de l'Olympiade soient nettement séparés. La revue internationale qui sera créée n'a pas besoin d'assistance, elle s'entretiendra de ses propres moyens.

Les frais de l'Olympiade seront sans doute très élevés, mais une grande partie de ceux-ci ne seront que des avances, car la fête aura naturellement aussi ses recettes. Le Fonds Olympique ne nous troublera pas, nous aurons assez d'argent, si chaque membre des Fédérations affiliées est cotisé par la vente d'un timbre.

Le B. I. accepte les propositions de Wildung après de longs débats sur des problèmes de devises et de change. Un sous-comité est chargé de dresser le nouveau budget de 1924 suivant la base : 1/400 du dollar.

NOS RELATIONS AVEC L'I. S. R.

DEVLIEGER cite notre statut de Lucerne qui prend comme base non équivoque et nette la lutte de classes et qui interdit tout lien avec les organisations bourgeoises. Nous pourrions ainsi accepter pour l'Olympiade chaque groupement communiste qui n'adhère pas à une autre organisation de tête. Mais comment procéder en France et en Tchéco-Slovaquie où la scission s'est déjà faite ? Va-t-on admettre à notre Olympiade ce qui ne fait pas partie de notre Internationale ? Que faire si la Russie demande, de sa part, la coopération ? Nous ne pouvons, sans plus de façons, tendre la main à ceux qui nous injurient quotidiennement comme « semi-bourgeois » et comme « traîtres » à la classe ouvrière et qui pratiquent un jeu perfide derrière notre dos. D'abord il faut que les communistes démontrent sincèrement qu'ils désirent des relations durables avec nous. Ils prétendent avoir le monopole du socialisme, mais celui qui crie toujours hautement « révolution ! » ne fait pas toujours le plus pour elle.

La Fédération Allemande se trouve dans une situation fatale. Il faut faire des concessions de notre part pour que l'Allemagne ne soit pas perdue à l'Internationale de Lucerne. Mais nous ne devons pas tolérer des insultes et des calomnies démagogiques adressées à nos membres et à notre organisation. Puisque notre Internationale ouvre la porte largement à tous les gymnastes prolétaires, la création d'une I. S. R. n'était point nécessaire. Elle a été créée malgré tout, voilà la preuve qu'on veut détruire de l'autre côté par principe. Si les Russes veulent entrer chez nous, nous répondrons affirmativement, et avec joie. Mais ils devront, chez nous, n'être rien que des sportmen ouvriers ; il leur est interdit de créer des partis dans notre sein, de former des « cellules » et de préparer la transformation de notre organisation en une succursale de la IIIe Internationale. Puisque la Russie n'a jamais traité la question de son affiliation, son but est évident : elle veut nous désorganiser et prendre notre place. Nous désirons sincèrement l'unité, nous voulons nous perfectionner sur notre terrain spécial, mais nous ne voulons pas notre suicide par l'entrée des querelles de partis dans nos rangs. Une crise dure nous menace. Mais nous n'avons pas peur de prendre le taureau par les cornes. Si la Russie veut participer à l'Olympiade, qu'elle demande d'abord son entrée chez nous, qu'elle accepte notre base, qu'elle prouve sa volonté fraternelle en supprimant partout ses attaques haineuses ! Elle ne doit pas être notre tuteur, mais prendre sa part de responsabilité. Les Allemands ne doivent pas se laisser influencer par la peur. Notre Union vivra en tout cas, avec les communistes ou contre eux.

WILDUNG déclare : Nous autres Allemands, sommes d'accord en principe, mais c'est la question de tactique qui nous divise. Nous ne voulons pas que les communistes nous prescrivent la loi de notre

action, nous ne voulons pas être poussés dans l'état de défensive, mais nous voulons agir suivant cette résolution :

« La Conférence Internationale est d'avis que tous les ouvriers conscients de leur classe sont admis à l'Internationale de Lucerne, quelle que soit leur conviction politique. Elle décide d'entrer en pourparlers avec l'I. S. R. en vue d'une fusion.

En cas que ces discussions échouent et qu'elles n'aient pas le succès désiré, la Russie sera invitée aux J. O. O. malgré tout. »

Les Allemands ne veulent pas inviter des organisations scissionnaires. Chaque pays ne peut avoir qu'une fédération sportive de la même tendance. Les scissionnistes n'avaient pas de motifs suffisants à leur démarche. Puisqu'ils s'en allaient malgré tout, ils doivent renoncer à l'Olympiade. Mais même en France et en Tchéco-Slovaquie il faudra faire encore un essai d'union. Nos camarades de ces deux pays doivent réfléchir à ce qui est en jeu.

Wildung a eu de longues discussions avec quelques fonctionnaires de l'I. S. R. ; ceux-ci désirent aussi des pourparlers concernant une coopération organique, donc il nous faut leur tendre la main. Peut-être espère-t-on de l'autre côté nous mettre à leur remorque ou de pouvoir miner notre organisation. Nous avons cependant la conviction ferme que le communisme ne sera jamais, en Allemagne, le groupement le plus fort ; il a poussé au moment où les masses ont dû perdre leur vue claire et leur conscience politique, aux temps de l'« inflation ». Nous nous faisons fort, dans nos rangs, de l'emporter sur les communistes. Peut-être auront-ils, par-ci par-là, temporairement la majorité, mais cet état n'est pas encore si grave que l'existence d'une I. S. R. Un nouveau Congrès peut alors rapporter la santé à notre Fédération.

Si nous conférons avec les représentants de l'I. S. R. nous voulons parler franchement et honnêtement et demander le même langage de leur côté. Ils désireront un nouveau programme avec des paroles plus énergiques : conscience de classe, révolutionnaire, etc... Il leur faudra faire des avances et des concessions sur ce terrain. En tous cas, la publicité doit prouver que la bonne volonté d'union est de notre côté.

Wildung demande aux Tchèques de réfléchir mûrement s'ils veulent vraiment réaliser la menace de ne pas venir à Francfort si les Russes y prennent part. Même si Moscou est la cause de la scission, la Russie mérite pourtant notre respect comme nation. Si nous voulons jouer un « fair play », nous ne pouvons passer sous silence la République des Soviets. De cette façon, nous ne céons pas nos droits et nous ne compromettons pas notre dignité ; le prix en est que nous préservons nos Fédérations d'une scission sinistre. Il faut chercher des relations immédiates au Bureau berlinois de l'I. S. R. et conférer encore avant notre Congrès de Cassel, pour trouver la voie claire. Si le B. I. n'accepte point de

telles discussions et si une invitation est nettement refusée, alors les Allemands ne pourront pas du tout préparer l'Olympiade.

GELLERT admet que la situation en Allemagne est précaire. Nous pouvons décider pour ou contre ; en tous cas, les conséquences en seront : opposition, conflits, sorties. Beaucoup de nos camarades tiennent fort à l'invitation de l'I. S. R. Deux de ses représentants sont actuellement à Francfort ; si nous quittons d'ici sans nous avoir mis à la même table, nos camarades ne le comprendront pas et ils nous reprocheront au moins : pourquoi ne pas avoir pris connaissance de leurs intentions et de leurs demandes ?

Gellert cite un article du « *Sächsische Arbeiterzeitung* » de Leipzig, qui nous reproche le sabotage conscient ; par notre hésitation, nous voudrions empêcher l'I. S. R. de prendre part à l'Olympiade. Mais il y a aussi dans nos rangs beaucoup de communistes honnêtes, qui n'ont point l'intention de miner ; ils ne viennent chez nous que pour le sport, pas pour la politique. La circonscription de la Saxe a désiré expressément que notre conférence entame des pourparlers avec l'I. S. R. Si ces exigences sont inacceptables, s'il est prouvé que son dessein est de nous mettre à la remorque, on condamnera unanimement, dans notre pays, la conduite de l'I. S. R. Mais si nous refusons de discuter, les communistes nous accuseront d'être les perturbateurs du front unique.

Un sous-comité sera chargé de fixer les questions précises que nous poserons demain aux représentants de l'I. S. R. Ce sera notre matière concrète et elle nous servira plus tard pour nous défendre contre les attaques de n'importe quel camarade.

GUILLEVIC raconte des exemples de la lutte des Russes contre les « traîtres ». La lecture du procès-verbal du Congrès français de scission rendrait peut-être les camarades allemands fort pensifs. Le représentant russe y déclarait : « Un front unique peut se réaliser sur certains points, les syndicats de Moscou et d'Amsterdam se rapprochent aussi l'un de l'autre ; mais le point essentiel est la défense commune de la révolution et une lutte pratique contre le fascisme. Si l'Internationale de Lucerne ne veut pas devenir plus active, elle prouve bien son intention de se soustraire à la lutte. Lucerne est prédestiné à disparaître, les masses viendront à l'I. S. R. ».

Voilà de la vantardise et du bluff ! N'oublions jamais que ce sont les Russes qui répandent les semences de scission et qui, de cette façon, causent l'inertie et la faiblesse du prolétariat mondial. Les Allemands ne doivent pas être trop généreux. Si les « Rouges » viennent chez nous, ils n'ont qu'un dessein : agir comme le bacille, sournois et insensible d'abord, mais prêt à la lutte ouverte si elle semble avantageuse ; enfin, la séparation se fait. Malgré cette expérience, les Français acceptent un dernier essai de former une Internationale qui em-

brasse tout ; ils désirent une réconciliation autant que les Allemands, donc ils proposent cette motion :

« Que le B. I. ne pourra inviter l'I. S. R. à envoyer une délégation au congrès de Francfort pour y discuter exclusivement l'unité internationale. Ce n'est qu'après ce congrès que les diverses sections nationales devront se prononcer sur la participation éventuelle des sections de l'I. S. R. aux Olympiades ouvrières, et ce, après avoir eu tous les documents relatant les résultats des pourparlers qui auront lieu à la conférence de Francfort.

» Le 1er mars 1924. Le Comité national ».

SILABA exige que nous restions inébranlables et fidèles à nos résolutions prises. La Tchéco-Slovaquie a fait des expériences suffisantes. Certes, les communistes crient partout : union, union !, mais toujours, ils recommencent leurs menées sourdes. De même qu'ils voulaient troubler et empêcher la fête de Prague, ils veulent maintenant saboter l'Olympiade de Francfort. Aidés par l'effet de leurs injures « social-patriotes » et « contre-révolutionnaires », ils veulent arriver à la dictature. Mais nous autres nous sommes pour l'évolution, point pour la révolution. Dernièrement, une résolution provenant de Moscou, citée dans un de nos organes communistes, prouva qu'on y prêche la lutte systématique et aussi longtemps que la minorité gagne enfin la domination de l'association sportive ; et s'ils ne réussissent pas ils ont l'ordre de créer une organisation à part. L'I. S. R. doit faire les premiers pas vers nous, c'est pourquoi les Tchèques proposent la motion suivante :

« L'invitation aux J. O. O. ne sera faite qu'aux Fédérations nationales affiliées à l'Internationale de Lucerne ;

» L'I. S. R. ne peut être invitée, elle n'est formée que de deux associations — Prague et Paris — qui sont la cause de la scission de la F. S. T. en France, et de la Fédération Sportive ouvrière en Tchéco-Slovaquie ; ces scissions ont fait un tort non seulement à ces deux nations, mais au mouvement sportif en général ;

» Au cas où l'I. S. R. serait invitée tout de

même les Fédérations de France et de Tchéco-Slovaquie en tireront les conséquences ;

» De même que l'I. S. R., la Fédération de la Russie ne peut être invitée, car il s'agit de la même organisation que l'I. S. R. ; dans ce cas nous ne pouvons tendre la main à ceux qui oppriment, qui emprisonnent et qui persécutent cruellement les camarades prolétaires d'une opinion différente ».

DEVLIEGER insiste sur la fin des débats, la résolution finale doit être mûrement réfléchie. Il demande à tous d'attendre au moins un jour avant la décision de la motion Silaba ; avant ce vote, il faudrait entendre les délégués de l'I. S. R. Il est nécessaire qu'on leur pose des questions précises : Au nom de quelle organisation parlez-vous ? Quelle responsabilité prennent vos fédérations ? Quelle est votre attitude envers la base de Lucerne et envers la fusion ? Il faut satisfaire les Tchèques et les Allemands en même temps, donc nous devons laisser le statut de Lucerne intact, mais faire des concessions de tactique. Les Russes ne peuvent pas être admis à la conférence de demain, mais le B. I. doit conférer avec eux avant cette séance. Devlieger propose la motion suivante :

« Le Bureau de l'Internationale d'éducation physique et sportive du travail, réuni le jeudi 24 avril 1924, à l'Hôtel de ville de Francfort, décide d'entendre le vendredi 25 avril, à 1 heure, les représentants mandatés par l'Internationale Rouge pour y discuter exclusivement de l'unité internationale sur la base de la convention de Lucerne et dans les cadres de l'Union Internationale d'éducation physique et sportive du travail ;

» Les délégués de l'I. S. R. entendus et après qu'ils auront répondu aux questions qui pourront leur être posées, un mémoire contenant les résultats des pourparlers sera dressé, signé et communiqué aux sections adhérentes à l'U. I. E. P. S. T. pour information et avis à donner ».

Cette motion est acceptée, contre les deux voix des Tchèques.

La séance est close quelques minutes après 8 heures.

Conférence des Administrateurs

Francfort s/M., vendredi 25 avril 1924, à partir de 8 1/2 heures

BRIDOUX présente ses salutations cordiales à tous les délégués ; il leur demande de s'abstenir de tout esprit de parti afin que les résolutions importantes d'aujourd'hui contribuent au succès de l'Olympiade et au bien-être de la classe ouvrière en général.

Sont présents des délégués de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Belgique, de la Finlande, de la France, de la Tchéco-Slovaquie (Tchèques et Allemands), de la Suisse. Excusés : l'Italie, la Pologne, l'Angleterre.

GUILLEVIC demande, puisqu'un délégué de l'Alsace est présent, de régler d'abord cette affaire, ce n'est que la France qui a le droit de vote. Cet état existe depuis 1919, on ne peut le changer aujourd'hui.

GELLERT voudrait que cette question ne soit pas entamée à ce moment ; elle sera traitée avec celle de l'Autriche, dans une séance spéciale à 11 h.

GUIRY, Alsace, déclare : Il y a un an, j'ai communiqué au B. I. l'indépendance de notre fédération,

nous avons payé notre cotisation à part. Le Bureau a répondu que ça irait.

BRIDOUX constate : L'Alsace-Lorraine n'a pas payé pour 1923 ; mais elle nous a transmis un supplément pour 1922. Le secrétariat a répondu immédiatement que la cotisation se payerait désormais à l'aide de la centrale de Paris. En 1919, une conférence à Strasbourg, dont Quiry ne sait évidemment rien, a fixé clairement : l'Alsace fait partie de la F. S. F. ; le B. I. n'a rien entendu entretemps d'une séparation.

QUIRY admet qu'il ne puisse décider ici la question financière. Mais il insiste d'être admis comme délégué, puisque le B. I. l'a invité à cette conférence.

DEVLIEGER rectifie : Le secrétariat envoie aussi les circulaires à l'Alsace, mais partout on trouve derrière son nom la restriction : « à titre de documentation ». Il est hors de doute que l'Alsace fait partie de la F. S. F. Mais pour que les débats ne deviennent pas infinis, il propose l'admission provisoire.

GUILLEVIC repousse cette proposition avec énergie.

Après une longue discussion dans les deux sens, la conférence prend la résolution que l'affaire sera traitée définitivement à 11 heures. Quiry peut participer à cette séance, mais sans avoir le droit de vote.

RAPPORT DU BUREAU INTERNATIONAL

DEVLIEGER donne en général le même rapport que hier (cf. le procès-verbal de la séance du 24 avril). Il souligne :

Notre union a fait des progrès. Même s'il s'agissait d'un arrêt, nous pourrions être contents vu que toutes les organisations prolétariennes marchent en arrière ; elles savent à peine se maintenir contre la réaction et le fascisme. Si nous faisons systématiquement notre propagande d'un pays à l'autre, nous surpasserons bientôt les bourgeois en nombre et en activité. Certes, il faudra allouer les crédits nécessaires. Les caissiers des fédérations nationales doivent toujours être à leur poste et payer promptement à la Caisse Centrale. Le Bureau attend encore plus de rapports, plus de revues, plus d'adresses, peu importe dans quelle langue. Nous n'avons de subventions de personne, donc nous sommes seuls à faire face à notre devoir afin que nos adhérents (un million et demi), représentent vraiment une force respectable. Il est essentiel que les revues nationales insistent davantage sur la vie quotidienne et les fêtes de notre Internationale. Alors chaque membre sera fier de notre champ d'action, et notre force attractive arrachera tous les ouvriers aux organisations bourgeoises. Avant tout, tout notre savoir et pouvoir appartiennent à l'Olympiade, à elle doit servir tous nos moyens afin qu'elle devienne notre gloire. La discussion ne s'engage pas.

EDITION D'UNE REVUE INTERNATIONALE

WILDUNG explique les motifs qui nous font désirer un organe de propagande pour tous les pays, plus que jamais nécessaire avant l'Olympiade. A partir de juin 1924 jusqu'à notre fête, 12 numéros paraîtront. Des illustrations en seront le contenu principal, leur reproduction ne fait plus beaucoup de difficultés aujourd'hui. Le texte sera restreint, il donnera surtout quelques articles succincts de propagande pour notre Internationale ; les langues que nous appliquerons en première ligne seront l'allemand et le français, l'espéranto aussi jouera un grand rôle. Actuellement, l'espéranto n'est pas encore la langue des masses, mais il faut le propager autant que possible pour qu'il devienne un trait d'union. De temps à autre, un numéro sera édité en une langue scandinave, en tchèque, en anglais, etc. De cette façon, nous répandrons notre mouvement merveilleusement.

Toutes les fédérations nationales sont tenues de transmettre dès illustrations de leur vie et de leurs fêtes, ainsi que des rapports à la rédaction. Celle-ci se trouve aux mains de la Commission Centrale allemande ; la revue paraîtra à Berlin. La vente se fera par la Commission Centrale qui entreprend l'édition à ses risques et périls. Une partie du surplus sera versée au fonds olympique.

Une condition indispensable de la réussite est que chaque association de chaque pays achète au moins un exemplaire. Comme prix de base il est proposé : un vingtième (1/20) d'un dollar ; alors beaucoup de camarades vont s'abonner personnellement. Si l'édition augmente à 30.000 ou 50.000 exemplaires, nous aurons un bénéfice considérable. Le numéro aura 16 pages, le format sera un peu plus petit que celui de l'organe allemand. Il ne faut pas commencer chétivement, il s'agit d'offrir dès le premier numéro quelque chose d'important et plein d'effet. Si chacun s'adonne à une propagande intense et si la revue se répand par l'Olympiade, nous aurons un lien durable. En tous cas, notre olympiade aura une meilleure fréquentation de ces pays qui ne sont pas encore gagnés à notre mouvement. Une nouvelle impulsion se répandra par notre revue.

BRIDOUX est d'accord avec les propositions bien méditées de Wildung. Il désire que chaque numéro réserve une page au B. I. qui, par ce moyen, peut donner des informations à tous. Par ce lien, on pourra éviter des malentendus et on pourra faciliter notre tâche.

WILDUNG déclare : Naturellement, le B. I. aura toujours l'occasion de prendre la parole dans la nouvelle revue. La rédaction à Berlin ne peut se reposer sur les envois occasionnels des fédérations. Il est nécessaire que chaque pays nomme un co-rédacteur qui sera responsable des contributions régulières. Devlieger aussi, cela va sans dire, est co-rédacteur. Les traductions du texte allemand seront faites en France, en Tchéco-Slovaquie, etc, ce sera le meilleur. Peut-être même la composition sera faite dans

tionale de Lucerne, une nouvelle Internationale se créera à l'écart de Lucerne et de Moscou, et alors l'éparpillement déplorable au terrain sportif continuera. Le Parti Social-Démocrate de l'Autriche a reconnu le « Vas », il avait des délégués officiels à notre congrès. De plus, notre statut contient la confession ouverte du socialisme. Il faut aussi reconnaître le travail que le « Vas » a exécuté. Mais, chez nos adversaires, une opinion prédominante : Un footballer est naturellement un bourgeois. La concurrence offense d'anciens fonctionnaires de la classe ouvrière d'une manière inouïe, comme si nous étions des citoyens déclassés. Le B. I. doit réfléchir mûrement pour qu'il ne se rende pas coupable qu'une troisième Internationale se forme.

GUILLEVIC souligne : Personne ne repousse le « Vas », mais des pourparlers de réconciliation et de fusion à l'aide des Allemands sont indispensables.

PUCHLER accepte cette conférence de tout cœur. La retraite de sa fédération était une nécessité, pour que des prolétaires ne soient pas emprisonnés par une union vaste. La classe ouvrière est assez forte pour avoir sa vie propre. Voilà le point qui dominera pendant les discussions de fusion. Des compromis ne servent à rien. Sa fédération s'en remettra à l'arbitrage, pourvu que l'Internationale de Lucerne se montre vraiment l'Internationale du Proletariat.

BRIDOUX présente la motion suivante :

« Pour réaliser l'unité en Autriche, les camarades Gellert et Wildung se rendront auprès des fédérations intéressées pour enquête.

Ils en feront rapport au B. I. qui se réunira pour décision et mise au point au mois de septembre 1924. »

La motion est acceptée unanimement.

POURPARLERS ENTRE LA FRANCE ET L'ALSACE-LORRAINE

BRIDOUX fait savoir à Quiry le résultat de la discussion avec les Autrichiens. Il propose : Nous autres Belges, nous viendrons à Strasbourg, les Français aussi, et ensemble, nous examinerons l'affaire. Au mois de septembre, la sentence arbitrale du B. I. sera publiée.

QUIRY s'étonne qu'on veut ajourner la question aussi longtemps. Il se plaint de la façon de discuter ici ; il se croit à la barre devant un jury. La fédération alsacienne traitera, à nouveau la question à fond, avec la solidité allemande, mais elle ne trouvera d'autre résultat que celui-ci : le mieux pour les deux partis c'est qu'ils restent séparés.

BRIDOUX explique que les syndicats, les coopératives, les partis, etc. n'ont qu'une centrale à Paris. Pourquoi agir autrement pour l'organisation sportive ?

La discussion devient animée et touche le terrain personnel. Enfin, la motion concernant l'Autriche

est acceptée aussi pour l'Alsace, avec les modifications nécessaires.

POURPARLERS AVEC L'I. S. R.

Une courte conférence préparatoire du B. I. donne le résultat suivant : on demandera d'abord aux deux représentants de l'I. S. R. d'où ils ont leur mandat. Pour éviter des discussions infinies, les débats ne concerneront que ces deux questions :

1) sous quelles conditions l'I. S. R. est-elle disposée à entrer en pourparlers avec Lucerne pour envisager la fusion

2) si elle est disposée, quelle est votre opinion sur une coopération possible pour l'Olympiade ?

La discussion avec Lieske (Berlin) et Ellrodt (Leipzig) s'ouvre vers 1 heure et demie. Ils présentent leurs mandats officiels qui leur donnent le droit de parler au nom de l'I. S. R. Wildung leur présente les deux questions citées ci-dessus, avec un court exposé de nos motifs.

LIESKE : Nous sommes fort étonnés de ce procédé. Le B. I. met au premier plan la question de la fusion, mais les membres dans les pays nous pressent. Comment peut-on réaliser une action commune pour l'Olympiade ? C'est ce problème qu'on peut résoudre plus facilement ; donc il faut le traiter le premier. Si nous avons coopéré pratiquement pour une fois, nous pouvons délibérer plus aisément d'un accord général et durable. Nous n'avons pas le mandat de répondre définitivement à la première question ; mais nous sommes autorisés à préciser notre point de vue vis-à-vis de la seconde. Ce n'est que celle-ci qui est à l'ordre du jour de cette conférence. Nous affirmons que nous désirons la coopération, une communauté de travail pour l'Olympiade, dont les conditions spéciales seraient encore à régler.

A Zurich, au mois d'août 1923, on a pris la résolution d'inviter l'I. S. R. à la conférence actuelle. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait ?

Notre question, posée en manière de réponse, est : pourrions-nous prendre part à votre conférence qui commencera à 3 heures ? Notre plan primordial était d'y laisser venir un Russe ; des difficultés de passe-port l'ont empêché au dernier moment. Pour lui, le camarade Ellrodt est présent. Consentez à ce premier pas, les conséquences se trouveront alors facilement.

GELLERT comprend que les deux représentants de l'I. S. R. ne peuvent pas répondre définitivement à la première question. Il ne s'agit pour le moment que d'un consentement préalable et général à une fusion. La volonté des masses en sera plus satisfaite que d'une coopération passagère. C'est pour cela que nous insistons pour avoir une réponse catégorique.

Il n'est guère possible d'admettre les deux représentants de l'I. S. R. à la conférence de 3 heures. Elle est souveraine, elle ne peut laisser prêcher des étrangers. Si vous y venez comme membres de la

Fédération, vous n'avez pas le droit de vote ; si vous y venez comme mandataires de l'I. S. R. la supposition de la participation est la fusion des deux Internationales. Si vous répondez à notre première question dans un sens affirmatif, la participation à la conférence de 3 heures n'est pas nécessaire car des discussions sont alors garanties pour plus tard.

LIESKE voit des subterfuges et des détours dans les explications de Gellert ; celui-ci voudrait éviter le noyau du problème. Une fusion rend nécessaire des délibérations longues et difficiles, car les différences idéologiques entre les deux internationales sont trop grandes pour être effacées en un tour de main. Mais une coopération pourrait se faire immédiatement.

Pour 1924, l'I. S. R. voulait elle-même exécuter une Olympiade, et cela à l'ouest de l'Europe, car en Russie elle n'aurait pas eu la signification d'une propagation de nos idées. Lorsque nous entendîmes parler de l'Olympiade de Francfort, nous avons ajourné la nôtre, car deux fêtes auraient été insensées. La conséquence en est que Francfort doit devenir vraiment l'Olympiade ouvrière, et en même temps un pas vers l'Internationale Rouge qui est celle de l'avenir.

Nous désirons des résolutions définitives de la part de votre conférence, la chose ne souffre point de retard. Suivant vos résolutions, il vous faudra avoir des explications avec vos membres. L'union des ouvriers est nécessaire pour qu'ils soient vraiment une force révolutionnaire ; mais il faut alors qu'ils soient vraiment actifs et que l'Internationale sportive ait un caractère de lutte. Cette plate-forme est indispensable.

Si vous y mettez la fusion organisatrice au premier plan, vous provoquez les soupçons comme si vous vouliez faire échouer la chose. Trois points de votre ordre du jour traitent de l'Olympiade, nous désirons en parler à votre conférence et lui dire nos conditions.

DEVLIEGER voit dans les paroles de Lieske trop peu de clarté. Au fond, nous sommes des frères, certes, mais pour le moment nous sommes des adversaires, et c'est pour cela qu'il faut poser comme première question : Comment pouvons-nous nous unir ? Il serait impraticable et insensé d'admettre à l'Olympiade des associations qui n'adhèrent pas à Lucerne ; on ne peut s'injurier et se blesser tous les jours et coopérer pour une fête ; on ne peut, dans son pays, se faire la guerre à outrance, et se tendre la main à Francfort. Donc, il faut entamer et terminer la question de la fusion. Prouvez votre bonne volonté, non seulement par des paroles, mais par des actes ! A quoi bon que des gens s'assentent autour d'une table pour un moment et fassent une démonstration commune en public, pour se déchirer à nouveau après quelques instants !

A Zurich, on n'a pas résolu d'inviter l'I. S. R. de venir à Francfort sans condition ; le procès-verbal dit plutôt : « Une circulaire sera adressée à toutes

les fédérations nationales pour savoir si elles approuvent que l'I. S. R. vienne à Francfort ». La majorité de nos membres n'a pas répondu affirmativement, donc la décision est affaire de notre conférence d'aujourd'hui. Nous y travaillons franchement, sans fausses manœuvres.

L'Internationale de Lucerne accepte tous les sportsmen prolétaires, ses formules peuvent être acceptées par tous les partis socialistes. Mais des arrière-pensées ne doivent pas s'y mêler, l'union doit se faire au grand jour, avec honnêteté et amour de la vérité. Si, à vos yeux, nous sommes vraiment des traîtres et des semi-bourgeois, on peut se passer d'une coopération occasionnelle. Nous risquons seulement, pour Francfort, des incidents pénibles et nous tombons en morceaux plus qu'avant. Le B. I. est prêt à purifier l'atmosphère, mais il ne veut pas marcher les yeux fermés. Nous avons tracé une ligne de séparation nette vers la droite et nous avons rompu complètement avec les bourgeois. Croyez-vous maintenant encore qu'il soit impossible de trouver l'unité sur notre base, la base de la lutte de classe ? Si vous voulez une lutte sérieuse, couronnée de succès contre le fascisme, notre fusion est la meilleure arme. Il ne sert à rien de vociférer chaque jour, ouvertement : révolution, révolution ! La meilleure préparation est celle qui sait se taire.

Nous étions persuadés que votre première question serait aussi celle d'une union immédiate ; mais tout d'un coup elle ne vous semble plus importante. Or, nous parlons des langues différentes, nous avons des buts différents. Sans doute, vous voulez répondre négativement à notre première question, vous voulez l'ajourner ; dans ce cas, votre participation à notre conférence est inutile. Celui qui est sorti de nos rangs et qui veut y rester ne peut pas délibérer avec nous. Ayez soin d'un « fair play », ce n'est que de cette façon que nous pouvons avancer. Si vous avez des buts que vous ne voulez pas avouer, une séparation nette est préférable.

Ne nous tenons pas trop au texte littéral du statut de Lucerne, on pourrait le changer ; mais l'idéal doit rester le même. Aujourd'hui, nous ne pouvons résoudre le problème définitivement ; pourtant, nous voulons voir clair, des discussions futures s'occuperont des détails.

WILDUNG souligne la nécessité d'un accord avant l'invitation à l'Olympiade. Cette entente peut bien se faire lors d'une conférence qui aura lieu peu de temps après les élections en Allemagne et en France, afin que le Congrès de Cassel puisse s'occuper de ses résultats. Chose principale : Voulez-vous venir prendre part à une telle conférence ? Si l'on n'arrive pas à une fusion complète, l'autre question d'une coopération peut y être traitée en seconde ligne.

Si nous invitons l'I. S. R. sans condition, ce sera de la poudre brisante pour une grande partie de nos camarades. Du moins il faut être d'accord, avant tout, que la lutte entre frères cesse. Certes, maint oiseau siffle la chanson qu'on lui a enseignée,

le pays étranger, elle sera transmise à Berlin à l'aide de la photographie. En tout cas, les Allemands promettent de faire tout le possible pour créer, en utilisant leur expérience, un instrument efficace.

SILABA est d'accord avec les propositions, mais il désire que le numéro soit restreint à 8 pages.

KINDLER, Zurich, avertit les délégués de ne pas se tromper sur le nombre des abonnements personnels. Chose principale : chaque association doit s'abonner, et la centrale de chaque pays est obligée de payer à la caisse de la Commission Centrale autant d'abonnement qu'il y a de sections.

WILDUNG ne veut pas la réduction à 8 pages, nous goûterions la première impression. Le prix serait, dès le début, 20 pfennigs, puisque la technique de la caisse exige de ne pas modifier le prix plusieurs fois. Les 16 pages seront remplies aisément. Bientôt il faudra raconter aux lecteurs quelque chose de la ville de Francfort et de ses environs pour éveiller partout le désir vif d'y venir. Bientôt, on aura besoin de 20, 24 pages. L'expédition se fera naturellement, pour économiser les frais de port, à la centrale de chaque pays ; celle-ci distribuera les revues et elle versera le montant pour tout l'abonnement à la caisse de Berlin. On peut avoir confiance, que beaucoup de gymnastes, saisis par la vie intime de notre Union, s'abonneront personnellement.

KOPPISCH croit que les frais d'édition seront trop élevés par l'emploi de quatre langues. Il faut exercer surtout une influence sur les masses, donc la revue sera faite surtout pour la Suisse, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne. Le débit en Norvège et en Turquie par exemple, ne sera pas énorme. Pour les petits pays, il n'y a qu'un moyen : l'esperanto.

WILDUNG déclare : nous ne voulons pas l'édition de chaque numéro en quatre langues, nous changerons. Les frais d'un tel changement ne seront pas trop élevés, puisque les illustrations seront les mêmes. L'emploi fécond de l'esperanto dépendra du fait, à savoir s'il sera bientôt capable de transmettre exactement nos termes techniques.

BUHREN doute du grand rôle attribué à l'esperanto. Actuellement, même pour notre Olympiade il n'est pas possible que les règlements internationaux soient fixés en esperanto. Il faudra encore beaucoup de peines pour faire les travaux préparatoires.

BRIDOUX fait voter 6 questions :

- 1) consentement en principe, qu'une revue internationale soit créée ;
 - 2) revue de 16 pages, une page réservée au B. I. ;
 - 3) édition en 4 langues ;
 - 4) versement du prix de l'abonnement par la centrale de chaque pays ;
 - 5) prix, un vingtième (1/20) de dollar ;
 - 6) nomination d'un co-rédacteur par chaque pays.
- Toutes ces questions sont acceptées unanimement.

FONDS OLYMPIQUE

WILDUNG rapporte : puisque les cotisations régulières ne suffisent pas aux frais de l'Olympiade, il faudra faire l'édition d'un timbre ; celui-ci représentera l'affiche en miniature. Chaque membre, dans chaque pays, est obligé, en principe, d'en acheter un, à l'exception des chômeurs naturellement. Chaque centrale d'une fédération se procurera autant de timbres qu'elle a d'affiliés. L'administration ne s'intéresse pas de la manière suivant laquelle les timbres seront distribués aux membres.

Comme prix de base, Wildung propose la quarantième partie du dollar ; ça suffira si le nombre attendu est débité. Les petits pays peuvent même débiter plus de timbres qu'ils ne comptent d'adhérents. En tous cas, il faut éviter les difficultés financières ; nos techniciens ne doivent pas se demander avec inquiétude : est-ce que nos propositions si bonnes et si nécessaires se réaliseront, ou, est-ce que les moyens feront défaut ? Mais si l'on hésite d'accepter un prix aussi élevé ou l'obligation d'achat, on peut naturellement marchander.

KINDLER parle en faveur d'une cotisation spéciale, collectionnée par les centrales des pays et payables en deux termes. La première quote-part le 1er juillet 1924 et la seconde le 1er janvier 1925. Pour l'impression des timbres, on a des frais inutilisés. C'est l'affaire de chaque fédération d'obtenir la cotisation spéciale de ses membres ; l'essentiel c'est que le fonds olympique touche la somme totale.

GRUDER (Vienne) demande la permission de pouvoir parler ; il n'est pas délégué, mais si sa fédération devient membre de l'Union, elle sera obligée également de payer suivant les résolutions d'aujourd'hui. La quarantième partie d'un dollar lui semble trop élevée pour les Autrichiens ; la valeur de la monnaie autrichienne ne permet pas une telle charge par tête. De plus, chaque fédération doit encore compter les frais d'administration pour le débit des timbres. Tout de même les timbres se recommandent plus qu'une cotisation spéciale : les camarades veulent avoir quelque chose dans la main, alors ils payent avec moins de difficultés.

GUILLEVIC accepte les propositions de Wildung. Il préconise de vendre les timbres, même hors de notre organisation sportive. Tous les ouvriers doivent être intéressés à notre œuvre.

PUCHLER répond aux scrupules de Grudler. Son organisation, la fédération prolétarienne, payera volontiers le montant du timbre ; elle sait faire des sacrifices. Si l'autre organisation ne sait pas en faire, la cause en est sans doute à l'influence bourgeoise qui y domine et l'idéologie vague qui y règne.

WILDUNG dit à l'adresse de Kindler : Il faut que chaque fédération nationale donne au fonds olympique le montant de son dû. En compensation, elle peut prendre tranquillement les timbres et les vendre, même hors de l'association sportive ; notre

caisse aura alors plus de revenus. Pour l'ouvrier autrichien la charge n'est pas plus lourde que pour l'ouvrier allemand. Propageons inlassablement notre fonds olympique, alors il s'agrandira.

BRIDOUX fait voter sur trois questions :

1) consentement principal qu'un fonds olympique soit créé ;

2) prix d'un timbre : 1/40 dollar ;

3) obligation à chaque fédération de prendre autant de timbres que le nombre de membres renseigné au B. I.

Ces trois points sont acceptés unanimement.

A 11 heures, la conférence administrative est interrompue ; le B. I. se retire pour délibérer avec les délégués des deux fédérations autrichiennes.

POURPARLERS AVEC LES AUTRICHIENS

PUCHLER fait rapport sur la situation des deux fédérations qui existent en Autriche. Sa fédération adhère à l'organisation allemande comme 17e circonscription ; régulièrement elle a payé sa cotisation à l'Union Internationale. Tout au début, elle était réunie avec le « Vas » (Union des associations sportives des ouvriers et des soldats). Mais celui-ci a un groupe qui organise des matches et des représentations avec les associations bourgeoises. A cause de cette différence de vues, la séparation s'est faite. Deux fédérations du même pays ne peuvent pas être admises à l'Union Internationale. Puchler présente la motion de n'accepter que sa fédération, la seule qui veille aux intérêts prolétariens, la seule qui se tient à la base de Lucerne.

Le « Vas » comprend aussi des ouvriers de tous les partis. Les foot-ballers y sont renseignés comme association social-démocrate, mais une résolution sur le papier ne suffit point. Un fait : ces mêmes foot-ballers participent à des concours avec les bourgeois et ne luttent pas ouvertement contre ceux-ci, parce qu'il s'agit de retenir des plaines de sport et des amateurs qualifiés. Celui qui est ami des bourgeois doit aller à l'Olympiade de Paris, et non pas à celle de Francfort. Le parti Social-Démocrate d'Autriche a approuvé l'attitude du « Vas », mais notre Internationale ne peut permettre que ses membres se trouvent sur le terrain de concours avec des fascistes.

VOLKERT, (Vienne), parle pour le « Vas ». Celui-ci a demandé au B. I., il y a quelques mois, de régler cette question. Si le « Vas » veut venir à Francfort, il le fait dans la pleine conscience d'être une ancienne organisation prolétarienne. Ses sous-sections, touristes, cyclistes et athlètes ont prouvé maintes fois qu'ils agissent comme des lutteurs de classe. Si les touristes sont quelquefois réunis autour d'une même table avec des bourgeois, alors il ne s'agit que de l'« Organisation à la sauvegarde des intérêts alpins » (Verband zur Wahrung alpiner Interessen), et si l'on y traite l'itinéraire ou le sauvetage dans les Alpes, le B. I. ne peut désapprouver de telles discussions. La querelle vise avant tout les foot-ballers

dont on ne se préoccupait point jusqu'à 1919. Parmi eux, 95 % sont des ouvriers, la plupart de ceux-ci sont organisés. Actuellement, ce serait une faute de tactique d'exiger des foot-ballers de s'associer sans réserve à l'armée prolétarienne ; ils ont encore des protecteurs et des Mécènes bourgeois dont l'assistance est encore nécessaire.

Presque partout, les socialistes ont la majorité au « Vas ». Mais s'ils proclamaient maintenant, le caractère rigoureusement prolétarien de leur fédération, beaucoup de membres sortiraient et, tenus par des considérations de nature extérieure, s'en iraient chez les bourgeois. Il faut leur accorder un laps de temps pour les attirer peu à peu dans notre camp.

Le but des deux fédérations est le même, le « Vas » aussi lutte pour le mouvement sportif ouvrier. De plus, les gymnastes aussi ont déjà participé à des concours avec les bourgeois, par exemple, au Tyrol, sans que le B. I. les ait blâmés. En Angleterre, des associations de foot-ballers purement prolétaires sont encore impossibles. Au sein de notre fédération, nous allons continuer la lutte contre les bourgeois et nous sommes persuadés de nous trouver un jour réunis en une association solide à base socialiste. Aujourd'hui, nous sommes injuriés de la droite et de la gauche ; c'est le B. I. qui doit empêcher ces attaques afin que notre organisation-sœur ne nous traite plus de « canailles de foot-ballers » ou de « fascistes », etc. Nous demandons l'admission à l'Internationale de Lucerne, du moins on ne peut la refuser à nos touristes, cyclistes et athlètes.

WILDUNG propose que les membres allemands du B. I. convoquent, en Autriche, une séance des deux fédérations intéressées. Il est impossible d'admettre seulement certaines branches du « Vas ». Celui-ci n'est plus une organisation de tête puisque les gymnastes l'ont quittée. Ou ceux-ci doivent rentrer, ou il faudra former une nouvelle organisation de tête. Nous autres, Allemands, nous allons examiner l'affaire de près, et nous espérons aboutir à une réconciliation.

GUILLEVIC cite l'article 3 de la convention de Lucerne, il demande une décision nette en faveur d'une seule organisation de tête. Il présente la motion suivante :

« Le Bureau International, réuni à Francfort le vendredi 25 avril, saisi du différend existant entre deux sections autrichiennes, désireuses d'appartenir à l'U. I. E. P. S. du Travail, décide que, conformément à l'article 3 de la Convention de Lucerne les deux sections précitées sont invitées à engager des pourparlers pour réaliser l'unité entre elles. Pour atteindre ce but, le B. I. offrira ses bons offices. »

GRUDER, Vienne, s'étonne que les Allemands qui connaissaient bien cette situation, n'ont pas encore essayé de s'en mêler d'une manière décisive. Notre « Vas » ne désire pas de pourparlers aujourd'hui, mais une décision du B. I. ou du Congrès. Si l'on n'admet pas ces 120.000 camarades à l'Internationale

mais, dans d'autres pays, il y a d'autres oiseaux sifflant d'autres chansons...

Lieske est fort méfiant ; si nous voulions l'être également, nous pourrions aussi flairer toutes sortes de possibilités dans votre désir impétueux de prendre part à notre conférence. Nous manquerions à nos statuts si nous voulions vous admettre à 3 heures ; en tout dernier lieu, on pourrait peut-être vous admettre comme auditeurs durant les points qui concernent l'Olympiade. Pour un duel oratoire, nous n'avons ni le temps ni l'envie. Avant tout nous voulons savoir si des pourparlers futurs sont à attendre. Avec nos propositions, nous faisons des avances à l'I. S. R. autant que possible. La masse approuvera notre attitude, mais elle désapprouvera l'hésitation de l'I. S. R. Réunissons-nous, en toute tranquillité ; après de nouvelles discussions approfondies nous trouverons certainement une issue qui satisfera tout le monde. Aujourd'hui, on prendrait peut-être des résolutions précipitées. Frappez donc dans la main tendue !

ELLRODT croit avoir le droit de participation à la conférence, en conséquence des débats de Zurich. Gellert lui-même y a plaidé pour l'admission aux pourparlers de l'Olympiade. Mais alors, le B. I. a vite décidé, suivant une motion de Silaba, la circulaire aux fédérations nationales. Quel que soit le résultat de cette enquête : si le vote se faisait suivant la quantité des membres, alors la majorité aurait répondu que oui.

Nous ne voulons pas être payés de belles paroles au cercle restreint du B. I., nous voulons parler vis-à-vis de la conférence, y entendre vos raisons, y prononcer les nôtres. Les camarades de tous les pays doivent entendre les motifs du désir qui nous fait exiger la participation à l'Olympiade. Si vous refusez, une indignation grave éclatera partout.

LIESKE trouve qu'on perd trop de temps en parlant. Evidemment, le Bureau ne veut pas lever la visière. A la question concrète : Voulez-vous la fusion à la base de Lucerne ? nous répondons concrètement : Non, cette base idéologique est impossible pour nous. Dernièrement encore Devlieger l'a interprétée ; nous y avons une nouvelle preuve que l'I. S. R. a des buts essentiellement différents.

Et maintenant, répondez aussi concrètement : Eh bien, nous vous refusons pour aujourd'hui, et faites après ce que voudrez ! Il y aura une tempête dans les associations. Nous voudrions qu'on fasse du moins un premier pas ensemble. Si des bureaucrates se cassent la tête pour cette affaire et si quelques-uns s'en vont, peu importe ; le mouvement mondial dans notre direction n'est pas entravé.

On peut presque vous soupçonner de vouloir laisser participer la Russie seule à l'Olympiade. Dans ce cas, tous vos débats ne sont que de la blague. Nous avons travaillé dans beaucoup de pays où vous n'avez rien fait. Nous ne sommes pas devant vous comme des mendiants de l'I. S. R., mais comme ses représentants, et nous exigeons une Olympiade de classe, pour laquelle il n'y a qu'un criterium : elle

doit être une action vraiment prolétarienne.

Sans doute, vous ne croyez pas vous-mêmes à l'unité ; pourquoi avez-vous visé en seconde ligne la possibilité d'une communauté de travail ? On ne peut plus nous écarter d'un simple geste, nous connaissons depuis longtemps le mouvement, et peut-être vous trompez-vous sur vos forces. Nous demandons maintenant si nous pouvons prendre part à la séance de 3 heures. Si vous dites non, nous voulons du moins connaître la décision de la séance plénière concernant l'invitation à l'Olympiade. Tous les mandataires des pays présents doivent être interrogés ; on ne peut pas négocier derrière les coulisses.

BRIDOUX repousse énergiquement l'admission à la conférence. Il lui suffit qu'on a répondu à la première question d'un non. A la question : Voulez-vous une nouvelle discussion avant le 2 juin ? on semble vouloir répondre d'un oui. Qu'on apporte à cette conférence les thèses des deux parties comme base des délibérations !

GUILLEVIC désire lever la séance pour aujourd'hui. Bientôt on se reverra et, espérons-le, on se réunira. L'unité peut se faire si chacun abandonne un peu de sa volonté opiniâtre. Pour sauver une grande chose, on doit faire de petites concessions. Pas un groupe ne peut prétendre : Nous sommes seuls les vrais représentants du prolétariat ! Or, on pourra jeter un pont sur la rivière.

ELLRODT propose : Si vous ne traitez cette après-midi que des affaires internes, on pourrait peut-être arranger une nouvelle séance plus tard, une séance spéciale. Sans cela, nous sortirons d'ici sans avoir avancé d'un pas. Nous avons l'espoir ferme d'être admis à l'Olympiade, et maintenant, il n'en sera rien. Nous voulons rentrer chez nous avec le vote de la séance plénière.

GUILLEVIC affirme le désir de tous que la fête de Francfort devienne vraiment internationale. Il insiste que les représentants de l'I. S. R. renoncent aujourd'hui à la participation : Vous êtes des militants expérimentés, et votre parti aussi tient à la discipline ; donc, vous devez admettre que nous observons exactement nos statuts. Chez vous, on interdirait aussi la pénétration d'un étranger. La camaraderie exige que vous nous croyiez : Nous agissons de bonne foi envers vous. L'unité ne se fera pas d'aujourd'hui à demain, mais peu à peu nous nous approcherons l'un de l'autre. Et alors, votre participation à l'Olympiade est garantie. Laissons les querelles entre frères, le prolétariat en profitera.

BRIDOUX prend des dispositions pour lever la séance. Là-dessus, les représentants de l'I. S. R. quittent la salle avec des protestations. Lieske se déclare « mis à la porte », il ne peut croire que l'emploi de tels procédés soit le premier pas vers l'unité. Les membres du B. I. s'opposent à cette interprétation ; ils constatent que le B. I. n'a rien négligé, ni matériellement, ni formellement, de faire des avances aux représentants de l'I. S. R.

Reprise de la Conférence des Administrateurs à 4 heures

QUIRY demande, après l'ouverture de la séance, le droit de participation et de vote, il ne veut pas être venu à Francfort pour rien.

PEKKALA assiste Quiry.

BRIDOUX annonce aux délégués la résolution du Bureau prise à midi ; il regrette qu'on va perdre de nouveau du temps précieux par ces discussions.

WILDUNG. Aujourd'hui, nous ne pouvons annuler les statuts. La France ne peut avoir qu'une voix. Il insiste pour que Quiry s'incline, en vue de la conférence promise de Strasbourg, et vu que les votes d'aujourd'hui ne sont pas d'une importance extrême.

QUIRY proteste : Nous avons notre correspondance particulière avec le B. I. ; le Bureau a reconnu cet état de choses, et pour régler définitivement cette affaire, il a été négligent. Nous ne sommes pas assez idiots pour faire les frais d'un voyage à Francfort pour n'y être que tolérés. Nous voulons rester adhérents à Lucerne, mais jamais comme sous-section française.

PEKKALA croit que l'Alsace-Lorraine est indépendante, puisqu'elle a transmis ses cotisations sans l'entremise de Paris. Celui qui est appelé à Francfort, ne peut pas être renvoyé sans façon. En Finlande, on ne verrait pas de la solidarité dans cet acte. Même si les statuts sont aussi sévères, alors on devrait faire exception à la règle et admettre 2 groupes comme en Tchéco-Slovaquie, sinon nous nous engageons dans une voie dangereuse.

BRIDOUX rappelle encore une fois la conférence de Strasbourg de 1921. La dépendance y a été fixée et les Alsaciens eux-mêmes ont consenti. Ils n'ont pas pris part aux démonstrations de Prague et de Leipzig comme section particulière. Lorsque Quiry, en 1923, envoyait de l'argent au B. I., je lui ai fait savoir qu'à l'avenir il devait se servir de l'entremise de la F. S.F. Jamais on ne nous a communiqué que les résolutions de Strasbourg étaient annulées. Les circulaires ont été transmises aux Alsaciens à titre de documentation ; une invitation spéciale pour aujourd'hui n'a pas été décidée. Attendons les décisions de la nouvelle conférence de Strasbourg et refusons aujourd'hui le droit de vote à Quiry !

KINDLER s'étonne qu'une telle querelle soit possible entre socialistes, elle a des tendances nationalistes. Il regrette qu'on ne sente dans tous ces débats un règlement ; de plus les statuts ne sont pas assez connus, personne n'y voit clair. Récemment, nous avons demandé des renseignements au B. I., au sujet du bruit que les Finlandais prenaient part à l'Olympiade de Paris, on ne nous a pas répondu. Il serait préférable que l'Allemagne ait la présidence du B. I.

BRIDOUX désavoue ces reproches. La lettre mentionnée n'est pas arrivée au B. I. Si les Suisses

ne sont pas au courant des statuts, c'est leur faute. Le président du B. I. a été confirmé à Leipzig en 1922, la conférence d'aujourd'hui ne peut l'écarter.

WILDUNG s'étonne que la réclamation des Alsaciens est annoncée seulement depuis le jour où Quiry est devenu président. Son prédécesseur ne l'a pas suffisamment instruit. Le droit de vote est et reste fixé dans les statuts.

GUILLEVIC appuie énergiquement le point de vue français qui n'accorde pas l'indépendance à l'Alsace-Lorraine. Mais il veut bien se soumettre à l'arbitrage de la conférence à venir.

KINDLER désire que la présidence change pour le prochain congrès. Il reconnaît que la Suisse n'a pas toujours été en règle de cotisations vis-à-vis du Bureau.

BRIDOUX déclare : Je vais travailler pour notre belle œuvre, sans mauvaise humeur, même si je n'avais plus la confiance de la majorité comme président. La Suisse a encore des dettes qui datent de 1920. Pour régler cette affaire, Bridoux a écrit plusieurs fois au camarade Leyseck ; évidemment Kindler n'en sait rien, sans cela il n'adresserait pas le reproche d'une tenue des livres imparfaite au Bureau, mais à la Suisse elle-même.

DEVLIEGER désire qu'on finisse enfin ces discussions infructueuses. Chez nous, il n'y a pas des fédérations nationalistes. Si la conférence de Strasbourg trouve cependant qu'une séparation ait des avantages pour les deux parties, on se contentera de cette décision, sinon l'Alsace doit rentrer dans l'ordre. Aujourd'hui, une voix ne lui appartient pas de droit.

La conférence décide dans ce sens.

LA COTISATION INTERNATIONALE

BRIDOUX motive la résolution du B. I. de prendre la quatre centième partie d'un dollar pour le membre.

Les Tchèques demandent à réfléchir mûrement ; les Finlandais font de même.

WILDUNG et GELLERT exposent en détail que cette cotisation n'est pas trop élevée pour aucun pays. Le dollar est indispensable comme base pour que le B. I. ait enfin son budget fixe. La cotisation par membre sera généralement arrondie, afin que la charge ne soit intolérable pour aucune fédération.

La proposition est ensuite acceptée unanimement.

ADMINISTRATION DU FONDS OLYMPIQUE

BRIDOUX rappelle les décisions du matin. Il propose que le Comité administratif soit composé de deux délégués ; l'un doit être le président international, le second fera partie du pays qui est chargé de l'organisation de l'Olympiade. De plus, il y aura

un secrétaire général (le secrétaire international) et un secrétaire adjoint (délégué de la fédération organisatrice de l'Olympiade). Le fonds olympique sera déposé dans la Banque ouvrière du pays où siège le président. Les retraits ne pourront se faire que sous la double signature des deux administrateurs délégués. Le représentant allemand peut déboursier seul l'argent pour les préparatifs de l'Olympiade, mais de façon qu'une certaine somme globale soit retirée ; si elle est épuisée, un nouveau retrait sera fait avec la contre-signature du président. Des commissaires de contrôle seront nommés, un par pays ; leur président sera le délégué du pays organisateur de l'Olympiade.

GELLERT déclare : La Commission centrale allemande a déjà examiné cette affaire, elle a nommé deux camarades : Niemann-Offenbach et Zimmermann-Offenbach ; l'un pour l'administration, l'autre pour la caisse en particulier ; tous les deux sont fort expérimentés. Les propositions belges rendent l'administration trop difficile. Si nous déposons, par exemple, le fonds en Belgique, l'argent doit traverser plusieurs fois la frontière, ce qui occasionne des frais énormes ; quand on aura besoin d'une certaine somme pour exécuter un travail, elle ne sera pas présente. Seulement, le surplus du fond, après la fête, sera déposé au pays du président.

La Commission centrale allemande se chargera aussi, pour cette fois, du contrôle de la caisse.

BRIDOUX explique que ses propositions n'avaient que le but de garantir un procédé aussi objectif que possible ; elle étaient fixées de telle façon qu'on puisse les appliquer à toutes les Olympiades. Mais il se rallie au procédé plus simple de Gellert.

DEVLIEGER est aussi d'accord avec Gellert, mais il voudrait mieux garantir les intérêts des petits pays ; on y pourrait dire que l'Olympiade est seulement une affaire allemande. Si les Belges accordent le droit de contrôle à toutes les fédérations nationales, ils ne veulent point exprimer une amitié pour ou une animosité contre quelqu'un, ils ne veulent que prendre des mesures préventives contre des bruits éventuels.

NIEMANN déclare que le contrôle par la Commission centrale allemande suffit pour le moment. Naturellement, le contrôle définitif, après la fête, sera confié au B. I.

BAUER (Francfort) aurait voulu que le siège de la caisse soit à Francfort pour éviter toutes complications.

WILDUNG efface les scrupules de Bauer. Il souligne : si nous avons un excédent, une partie en sera donnée aux camarades de Francfort pour leurs multiples travaux ; une autre partie appartiendra à la Commission centrale allemande, une troisième au B. I. Mais la décision de ce point ne pourra se faire qu'au moment où nous aurons l'argent en mains.

Les propositions de Gellert sont acceptées unanimement.

CONGRES PROCHAIN

BRIDOUX rappelle la résolution de Leipzig et l'invitation française qui proposent que le prochain congrès ait lieu à Paris, et cela après l'Olympiade.

KOPPISCH désire ce congrès avant l'Olympiade pour qu'il puisse régler et préparer encore notre fête. Plus tard, il n'a un droit d'existence que sous la condition que le bilan puisse y être présenté. Il semble qu'on veuille remplacer la présidence, alors le congrès avant l'Olympiade aurait des conséquences fatales portant préjudice à notre fête ; celui qui est détrôné renonce, en général, à la coopération.

WILDUNG dit : Le congrès se fera après l'Olympiade. Entretemps, on pourra encore convoquer plusieurs conférences. Au mois de septembre 1925, le bilan sera prêt ; à Leipzig il se faisait attendre parce qu'il avait été dressé aux temps de la dépréciation monétaire et que nous y avions tout dans notre régie.

On vote unanimement que le congrès prochain aura lieu à Paris, fin septembre 1925.

GUILLEVIC remercie au nom des Français pour l'honneur rendu à son pays. Il promet que les camarades français feront tout leur possible pour préparer ce congrès. Paris laissera une bonne impression à la mémoire de ses visiteurs.

INVITATION DE L'I. S. R.

DEVLIEGER rapporte les discussions du B. I. du 24 avril (après-midi) et du B. I. avec Lieske et Ellrodt. Il exhorte les camarades à ne pas sacrifier notre Union à cause de sentiments indéfinis. L'I. S. R. sera exclue de notre Olympiade aussi longtemps qu'elle ne prouve pas sa volonté ferme d'union. Ne laissons pas déchirer notre convention de Lucerne, car elle est d'une grande importance pour toute la classe ouvrière. Si celle-ci est aujourd'hui aussi faible vis-à-vis de ses ennemis, c'est la faute aussi des ennemis qui se trouvent dans nos propres rangs. Nous attendons ce que nous nous apporterons le congrès de fusion fin mai ou début de juin.

WILDUNG complète le rapport de Devlieger et motive surtout pourquoi nous ne pouvons pas admettre les représentants de l'I. S. R. comme membres officiels à notre conférence actuelle. Il faut empêcher que l'Olympiade devienne seulement une démonstration politique. Il s'agit plutôt, ainsi qu'à Prague et à Leipzig, de la démonstration d'une culture physique sérieuse, imprégnée de la conscience prolétarienne. Nous autres, allemands, nous aurions à la fin, consenti d'admettre Lieske et Ellrodt comme auditeurs, la majorité du B. I. refusa.

Avant tout nous tâcherons d'aplanir les difficultés causées en France et en Tchéco-Slovaquie par l'I. S. R. Si nous ne pouvons arriver à un rapprochement, s'il y a peut-être des différends à Francfort même parmi nos adhérents, la fédération bourgeoise en aura le plus grand profit et la plus grande joie.

PEKKALA émet le vœu d'admettre, en tout cas, l'I. S. R. même sans fusion précédente. Toute l'association finlandaise est de cet avis et elle a répondu dans ce sens à la circulaire. Hélas, le B. I. n'a pas publié le résultat de cette enquête. La solidarité avec les frères russes avant et au dessus de tout !

PUCHLER déclare : Nous n'y pouvons résoudre le problème du socialisme, c'est affaire des partis politiques. L'Autriche est nettement contre les communistes, car ce sont eux qui provoquent toujours de nouvelles difficultés. On ne peut leur faire de concessions ; contre eux on doit lutter. Ils sont plus dangereux que les bourgeois. La classe ouvrière, le prolétariat, ce n'est point Moscou. Moscou ne dressera pas sa dictature contre nous. Si l'I. S. R. nous traite toujours comme les « jaunes », on ne comprend pas son désir de coopération avec nous. L'amitié des Finlandais pour la Russie est compréhensible : ils sont les voisins de la Russie des Soviets. L'Autriche, par expérience, ne peut que nous prévenir au sujet des communistes. Lieske et Ellrodt ne cherchent pas autre chose chez nous que de préparer leur « soupe de parti ». L'Allemagne doit attendre d'abord le résultat des élections au Reichstag, le ton des communistes en dépendra.

WILDUNG proteste contre la motion finlandaise ; la plupart des voix allemandes de cette conférence seraient contre. Si le président voulait faire voter les deux propositions : celle de Pekkala et celle du B. I. (conférence de fusion). L'invitation sans conditions serait refusée, et alors le public aurait une fausse impression de nos délibérations. Il faut nous ranger derrière le B. I. ; de cette façon, nous ne brûlons pas nos vaisseaux, au contraire, nous affirmons notre vœu de continuer les pourparlers avec l'I. S. R.

PEKKALA déclare : Ma fédération est loin de se préoccuper de la politique.

GUILLEVIC : Il ne sert à rien de traiter aussi amplement la situation politique, c'est la besogne des purs policiers. Nous ne voulons pas oublier que Moscou inspire l'I. S. R. Si nous sommes certains que des discussions avec l'I. S. R. seront encore ouvertes, nous pouvons être contents de ce résultat pour aujourd'hui.

KOPPISCH regrette que les représentants de l'I. S. R. ne peuvent être présents. Le B. I. aurait dû mieux préparer cette conférence pour que nous puissions entendre les conditions fixées par l'I. S. R. Sans cela, cette discussion d'aujourd'hui ressemble fort à un enterrement de première classe. A la conférence de fusion, il n'y aura qu'un petit cercle qui décidera, voilà le défaut. Pour l'Allemagne, il y va d'une chose grave.

PUCHLER : Pourquoi vous-nous faire rentrer à tout prix des gens qui s'en vont volontairement ! Il ne comprend pas d'où vient, à maint orateur, la foi naïve en la fraternité prolétarienne de l'autre côté.

KINDLER : les Suisses, lors de leur congrès, se sont ralliés unanimement à l'invitation de l'I. S. R. Nos expériences avec les communistes ne sont pas si mauvaises, leurs crieurs les plus fameux ont fini. Pour nous, il s'agit, à nouveau, de tirer les autres de leurs erreurs, de les convaincre.

GELLERT ne regrette pas l'absence des représentants de l'I. S. R., il n'y aurait qu'une querelle pénible de principes. Les communications de Puchler et de Kindler prouvent bien la contradiction dans les opinions individuelles. En Allemagne, on peut être étonné que les communistes concentrent leurs forces, non pas contre les bourgeois, mais contre les social-démocrates. Un communiste a déclaré à Gellert : Notre motif en est que nous y trouvons la moindre résistance.

Si l'I. S. R. est honnête, nous ne craignons pas les discussions ; si elle n'est pas sincère, on pourra du moins expliquer à tous les camarades ce qu'ils jouent. Gellert cite un article du « Sachsische Arbeiterzeitung, Leipzig » qui nous attaque d'une façon violente. Mais ce qui réjouit : un autre communiste a publié une réplique dont la pensée essentielle est : Nous autres, communistes aussi, nous surveillons le travail de notre présidence et nous en sommes aussi responsables ; donc, nous sommes solidaires avec elle et nous repoussons les attaqués. Voilà le point de vue juste.

Si l'I. S. R. refuse l'union, nous ne devons pas avoir peur de tracer une ligne de séparation nette.

Gellert défend le B. I. contre différents reproches. Jamais une conférence n'a si bien travaillé que celle-ci, et c'est une preuve qu'on l'a bien préparée.

GRUDER s'étonne que beaucoup de camarades essayent de séparer radicalement le sport de la politique. Sa conviction est : Le sportman veut naturellement répandre son opinion politique et il la pratique aussi au terrain sportif. Or, si les communistes viennent dans nos rangs, ils ont, cela s'entend, l'intention de former des « cellules ». Une fusion avec l'I. S. R. semble impossible, les formes de la lutte actuelle sont trop âpres. L'Autriche ne comprendra pas les camarades de ces pays qui voudraient se réunir à tout prix avec des hommes qui n'ont que des injures pour nous. Celui qui jette des saletés contre un autre gymnaste prolétaire, inspiré par des raisons politiques, doit être exclu de la plaine sportive commune.

DEVLEGER donne lecture de la base de Lucerne. Il constate que le B. I. n'a jamais attaqué l'autre côté. Nous accepterions encore ceux qui sont partis ; mais logiquement les premiers pas vers l'union devraient être faits par ceux-là. Notre base est la meilleure. Si quelqu'un en connaît une autre, supérieure à la notre, qu'il la publie ! Nous voulons rester nous-mêmes. Nous ne nous laissons pas imposer une tendance politique, le problème Moscou-Amsterdam ne se discute pas dans nos rangs.

Sera le bienvenu à notre Olympiade qui demande son entrée chez nous, mais il doit s'abstenir des

essais de conversion.

La proposition du B.-I. qu'une conférence de fusion avec l'I. S. R. ait lieu aussitôt que possible, est acceptée par 11 voix contre 2.

DIVERS

MULLER, Aussig, présente le cas suivant : Notre fédération aura une fête à Karlsbad au mois d'août ; elle veut inviter toutes les associations sportives du prolétariat. Si elle exclut l'I. S. R. ce sera l'incendie dans notre maison. Notre petit pays ne pourra supporter une scission ; c'en sera fini de notre mouvement sportif ouvrier. Jusqu'à présent, nos communistes se sont montrés tout à fait loyaux. La situation chez les Tchèques ne ressemble pas à la nôtre. Ils se trouvent dans des conditions spéciales. Si la conférence d'aujourd'hui n'approuve pas l'invitation de l'I. S. R. pour la fête de Karlsbad notre commission permanente contreviendra sans doute à cette décision.

BRIDOUX : nous ne pouvons être noirs aujourd'hui, blancs demain. A Leipzig, il y a deux ans, la même question a été décidée en vue des Allemands, et Muller lui-même y votait contre. La fédération allemande en Tchéco-Slovaquie devra attendre le résultat de la conférence de fusion avec l'I. S. R.

Conférence des Techniciens

le samedi 26 avril 1924 à 9 heures du matin, à l'Hôtel de Ville de Francfort-s/M.

Sont présents :

Pour la Belgique : Bridoux, Ath ; Devlieger, Fléron ;

Pour l'Allemagne : Benedix, Koppisch et Biegel de Leipzig ; Irmscher, Jena ; Jost, Francfort ; Haushalter, Ludwigshafen ; Niemann, Offenbach ; Schnatz et Martin de Francfort ;

Pour la Finlande : Pekkala, Helsingfors ;

Pour la France : Guillevic, Paris ;

Pour la Suisse : Adank, Zurich ;

Pour la Tchéco-Slovaquie : Silaba et Saman, Prague ;

Pour la Bohême Allemande : Muller, Aussig.

DEVLEGER ouvre la séance en priant tous les techniciens de ne pas faire de discours inutiles. Il s'agit de dresser le programme définitif de notre Olympiade, de façon qu'il puisse sortir avec honneur du feu de la critique et qu'il puisse être exécuté parfaitement.

BENEDIX propose de traiter d'abord les règles générales ; on va les discuter point par point et, à cette occasion, chaque nation présentera ses amendements.

L'assemblée consent.

Suivant la proposition des Allemands, on accepte d'abord la motion suivante :

« Le programme ne sera définitif qu'après

SILABA raconte la lutte des Tchèques contre les scissionnaires. Nous avons perdu 50.000 gymnastes ouvriers qui ne font plus partie ni de la fédération communiste ni de la nôtre. Peu à peu, nous rattrapons nos pertes. Nous ne voulons plus supporter les injures de l'autre côté ; donc, il faudra exclure les communistes aussi de la fête de Karlsbad.

Silaba présente la motion qu'à la fête de Karlsbad ne seront admises que les fédérations qui adhèrent à l'Internationale de Lucerne.

MULLER : ce qui signifie que vous voulez la guerre dans notre camp. Notre centrale ne pourra faire autrement que d'inviter l'I. S. R.

Vote : 8 contre la motion Muller,
2 pour,
3 abstentions.

PUCHLER proteste contre les reproches de Gruder adressés à sa fédération. Il donne une explication détaillée de la situation en Autriche pour prouver que sa ligne de conduite a toujours été nette et claire.

BRIDOUX lève la séance à 8 heures, en remerciant tous les administrateurs de leur persévérance et de leur coopération. Les résolutions de cette conférence auront leur effet, elles seront fécondes et serviront à la propagande de notre fête.

avoir entendu les résolutions des conférences des Comités (internationaux) techniques ».

Deux autres motions allemandes concernant le nombre de concurrents par pays et le temps qui sera disponible à l'exécution du programme principal, sont remises aux Comités techniques relatifs à ces matières.

Quant à la durée de l'Olympiade, BRIDOUX communique la résolution de la dernière conférence de Francfort (28 septembre 1923) qui fixe :

« L'Olympiade sera célébrée entre le dernier dimanche de juillet et le premier dimanche d'août 1925 ».

il n'est pas à recommander de remettre la fête puisque les vacances des écoles de Francfort se termineront au commencement d'août.

Alinéa 1. — Des règles générales. — On discute en premier lieu la motion allemande :

« 1. Nations qui peuvent y participer : Ne pourront y prendre part les membres d'organisations (nationales et internationales) **bourgeoises** ».

Elle est acceptée ; donc, la disposition des règles générales qui veût admettre, par exception, des pays situés hors d'Europe, est rayée. On espère que la motion allemande produira l'effet que des organisations sportives hors d'Europe se sentent pressées maintenant d'adhérer à l'Internationale de Lucerne.

Une discussion extrêmement vive est provoquée par la motion allemande : « L'I. S. R. sera invitée ».

BRIDOUX déclare sur ce point que les techniciens dépendent des décisions de la conférence administrative. Nous ne pouvons décider ici autrement qu'hier. Si l'unité se fait en conséquence des pourparlers à venir, les communistes seront des membres réguliers et alors ils pourront prendre part sans difficultés.

BENEDIX dit que notre motion ne doit pas être une partie, un détail du programme, elle doit être plutôt une matière, une impulsion à la conférence de fusion.

GUILLEVIC est persuadé que les techniciens, comme sous-comité, n'ont pas le droit de traiter encore une fois amplement la question de l'I. S. R., nous outrepassons nos droits car la décision sur notre conduite envers l'I. S. R. a été prise hier.

KOPPISCH conteste que ce problème soit une affaire purement administrative ; voilà aussi une importante question technique. Les techniciens devraient préparer la participation éventuelle de l'I. S. R. En tout cas, nous allons exprimer et communiquer à la conférence de fusion notre vœu urgent, afin que l'administration ait une règle de conduite et afin qu'elle tâche, en conséquence de notre impulsion, de délibérer de façon que notre vœu soit satisfait.

DEVLIEGER ne comprend pas les Allemands ; il conseille d'être ferme. Si nous avons résolu hier de ne pas inviter l'I. S. R., l'adoption de la motion allemande aujourd'hui serait un blâme à l'adresse de la conférence administrative. L'exécution technique de la fête n'est point du tout influencée par la participation éventuelle de l'I. S. R. Un pays de plus ou en moins ne signifie rien et la technique du sport reste toujours la même.

PEKKALA regretterait fort si les sportsmen de la Russie, connus comme des concurrents appréciables, étaient exclus. Notamment au point de vue technique on pourrait beaucoup apprendre de leur pratique.

ADANK appuie la motion allemande, surtout parce qu'elle exprime l'opinion des masses de gymnastes à l'adresse de la conférence de fusion. Il s'étonne que les représentants du B. I. la combattent ; évidemment la tête de notre organisation n'est plus en contact intime avec les masses.

UN REPRESENTANT DE LA TCHECO-SLOVAQUIE exprime sa surprise que les Allemands évoquent encore de tels débats inutiles. Deux mois plus tard nous nous reverrons, alors nous entendrons les résolutions de la conférence de fusion, et c'est pour cela que nous devrions passer immédiatement à l'ordre du jour.

GUILLEVIC présente une motion qui appuie sur la volonté réconciliatrice envers l'I. S. R., et qui demande à la conférence de fusion de faire tout son possible afin qu'une Olympiade ouvrière manifeste

l'unité des gymnastes ouvriers. Mais Guillevic proteste contre une invitation sans condition.

BENEDIX est d'accord avec l'amendement français ; la motion allemande doit être comprise surtout comme pression d'ordre moral sur la conférence de fusion. Il propose un changement comme suit :

« Le Comité technique émet le vœu à l'adresse de la conférence de fusion qu'elle dirige les pourparlers d'une façon qui permette enfin l'invitation de l'I. S. R. »

LES BELGES et LES FRANÇAIS ont encore des doutes sur cette formulation ; ils croient qu'il y a contradiction entre la résolution d'hier et la résolution d'aujourd'hui. Devlieger déclare franchement : Nous voici encore au milieu de l'élément politique ; nous avons abandonné complètement le terrain technique.

GUILLEVIC désire que les Allemands retirent leur motion comme il retirera la sienne, puisque maintenant les représentants du B. I. présents sont bien au courant de l'esprit des techniciens.

Enfin, la motion allemande changée est adoptée.

Alinéa 2 et 3 : La conception du mot « amateur » est discutée amplement.

Dans les « Règles pour la qualité d'amateur », alinéa 2 et 4, sont unis à la formulation suivante :

« Est amateur celui qui concourt seulement par goût du sport. Est professionnel celui qui, entièrement ou particulièrement, gagne sa vie en participant aux concours pour de l'argent ou pour une récompense matérielle ».

Les Allemands ont présenté cet amendement parce que, suivant l'ancienne formulation, il était possible de considérer des employés du « Arbeiter - Turn - und Sportbund » comme professionnels. Suivant la nouvelle formulation, c'est impossible.

Alinéa 4 : adopté sans changement.

Alinéa 5 : (Limite d'âge) est complété par l'adjonction « sauf pour les catégories du sport régies par des règles spéciales ».

Alinéas 6, 7 : adopté sans changement.

Alinéa 8 : Comme ligne de conduite pour le C. O. A. (Comité d'organisation allemande) est voté :

« Le dimanche est considéré comme jour des démonstrations en masse. Le matin, il y aura un grand cortège à Francfort-ville ; l'après-midi, il y aura des démonstrations internationales en masse et des démonstrations par pays affiliés ».

Alinéa 9 : On ajoute : « Où il semble nécessaire, les commissions techniques spéciales seront composées d'une manière internationale, surtout celles pour sports athlétiques et pour gymnastique. Les autres commissions seront — en cas de nécessité — renforcées internationalement au cours des travaux ».

Donc, où il est urgent et où les fédérations nationales n'ont pas émis des vœux, les Allemands seuls feront les préparations. Les frais pour les conférences des techniciens, indispensables avant l'Olympiade,

de, seront remboursés du Fond Olympique, pour le moment où il n'existe pas encore, les fédérations nationales les payeront ; ils leur seront rendus plus tard.

Le comité pour sports athlétiques se composera des représentants de l'Allemagne, la Belgique, la France, la Finlande, la Suisse, l'Autriche ; pour gymnastique : Allemagne, Belgique, Suisse, Tchéco-Slovaquie et Bohême allemande.

Alinéa 10 : La première phrase est adoptée ; la deuxième et la troisième, après de longues discussions concernant les concours éliminatoires, sont liées comme suit :

« Les engagements numériques devront être transmis au moins deux mois, les désignations nominatives au moins un mois avant l'épreuve aux mains du C. O. A. »

Les caractères de la machine à écrire comptent comme caractères d'imprimerie.

La dernière phrase excite des débats concernant « l'entrée ». On la formule comme suite :

« Aucun droit d'engagement ne pourra être exigé. »

Alinéa 11 : On ne change rien textuellement, on est d'avis que cette matière ne peut être réglée définitivement qu'après avoir entendu les résolutions des comités techniques internationaux.

Alinéa 12 : Une longue discussion s'engage ; les Allemands s'étonnent que le C. O. A. ne doit pas être obligé de faire connaître les raisons d'un refus d'un engagement. Les Belges expliquent leurs motifs : sans doute, on ne saurait pas se sauver de l'énorme quantité de cas qui exigent les raisons du refus. Or, le paragraphe reste tel qu'il est.

Alinéa 13 : La première phrase ne se change pas ; alors on continue :

« Il ne sera donné suite à aucune réclamation qui ne serait pas accompagnée d'une somme de 5 dollars. Aucune réclamation ne sera reçue si elle n'est pas aux mains du C. O. A. dans un délai de trente jours après la proclamation du résultat. Le C. O. A. décidera après l'enquête... etc. »

Alinéa 14 : Le jury d'appel international ne sera pas désigné par le B. I., mais par le Comité Technique International. Le mot « jury de terrain » est remplacé par : « Direction Technique. »

Alinéa 15,3. Il y a des divergences d'opinions, les uns désirent la réclamation immédiate de la part du concurrent, les autres veulent accorder un délai.

Puisque chaque branche de sport y a sans doute ses considérations spéciales, on adopte la formule suivante :

« Ces réclamations devront être faites suivant les règlements fixés par les différents comités internationaux pour chaque branche de sport. »

Les autres fixations de 15,3 sont annulées.

Alinéa 16, 17, 18, 19 : inchangés.

Alinéa 20 : La formulation proposée par les Allemands est adoptée :

« Le classement se fera — pour les épreuves gymnastiques et athlétiques — suivant les principes

que le Comité Technique international établira. »

Alinéa 21 : Une faute de traduction du texte allemand est corrigée :

« En cas de force majeure ».

Alinéa 22 : Plusieurs délégués sont d'avis qu'on ne puisse pas encore déclarer le texte espéranto le seul officiel ; Espéranto est en train de créer un vocabulaire pour les termes techniques, mais dans l'espace d'une année, ce travail ne sera pas encore complet. Or, comme texte officiel est fixé le texte du pays organisateur.

DIVERS

La Lettonie a présenté la motion (au B. I.) de compléter l'Olympiade par des concours de sports d'hiver qui s'exécuteront dans un pays au nord de l'Europe. L'Allemagne les désire aussi, mais elle craint que le nombre des concurrents dans un pays au nord de l'Europe ne serait pas grand à cause des distances énormes. On finit en fixant : Des concours de sports d'hiver (ski, courses et sauts, luge) auront lieu en hiver 1924-25 en Allemagne.

L'admission de la boxe à l'Olympiade provoque une discussion vive et longue. Handhalter la défend, il avertit les délégués : Si vous l'excluez, beaucoup de boxeurs de mon association seront indignés ; peut-être même tous les lutteurs feront la grève pour l'Olympiade, si la boxe n'est pas admise.

Adank proteste énergiquement. Même si nous perdons des membres, il faut supprimer cette catégorie de sport inculte et brutal ; elle n'a rien à faire avec la vraie culture physique. Les Belges sont indécis, ils voudraient admettre la boxe à titre de preuve, comme essai, peut-être sous la forme d'une démonstration de tous les exercices, mais non comme concours jusqu'au knock-out. D'autres demandent que la boxe soit et reste en tout cas un concours, une autre forme lui est impossible, les règles dressées par la Finlande en sont la preuve. La Finlande tâche de convaincre que la boxe contribue à la culture physique et qu'elle est inoffensive.

Le vote donne le résultat suivant :
6 voix contre la boxe,
4 voix pour,
1 abstention.

Biegel, Leipzig demande au x techniciens quels sont les pays qui participeront aux sports nautiques. Le rowing n'existe qu'en Allemagne et en Autriche, la plupart des pays jugent cette catégorie de sport trop coûteuse à la classe ouvrière.

Koppisch, Leipzig est informé de la participation éventuelle des différents pays aux jeux (basket-ball, balle à la main, tennis, etc.) Puisque l'Allemagne ne s'occupe pas du tennis, la France est chargée de dresser le règlement international pour ce jeu.

Quant au cyclisme, deux motions sont discutées : 10 km. (Allemagne) et 50 km. (Belgique) ; à la fin, on est d'accord pour 20 km.

Le vote final est le résultat de l'adoption unanime des Règles Générales avec les amendements votés.

Les détails du programme sont cédés aux délibérations des comités techniques. Le programme que la conférence des techniciens du 28 et 29 septembre 1923 propose, est adopté en général et en principe. La séance se termine à 1 h. Le président du B. I.

remercie cordialement tous ceux qui y ont coopéré. Il est convaincu qu'après ces préparations, nous pouvons avoir toute confiance au succès de l'Olympiade.

Pour l'U. I. d'E. Ph. et S. du T.

Le Bureau International :

Le Président,
Gaston BRIDOUX,
Belgique.

Le Secrétaire,
J. DEVLIEGER.
Fléron, Belgique.

Les Membres : C. GELLERT, Leipzig ; F. WILDUNG, Berlin ; R. SILABA, Prague ; GUILLEVIC, Paris.